

FAITS SAILLANTS

- L'accès aux zones affectées demeure un défi dans un environnement sécuritaire volatile.
- Plus de 166 000 enfants n'ont pas accès à l'éducation les écoles étant fermées dans les zones affectées
- Quelques 80 538 personnes à risque d'une insécurité alimentaire sévère pendant la période de soudure.

CHIFFRES CLÉS

Nb. de déplacés internes touchés par la crise	173 000
Nb. de réfugiés centrafricains en Equateur	25 000
Population affectée par la crise	1.1 million

FINANCEMENTS

129 millions

fonds requis (en US\$)

1%

financés



Au sommaire

[Un climat sécuritaire peu rassurant P.1](#)[La protection une priorité pour les
humanitaires P.2](#)[Situation alimentaire incertaine P.3](#)

Un climat sécuritaire guère rassurant en République centrafricaine

Un processus du cantonnement de la coalition Seleka boiteux

Le contexte politique et sécuritaire en République Centrafricaine reste dominé par la problématique de la mise en œuvre des Accords conclus à Libreville le 11 janvier 2013. Après la mise en place du Gouvernement d'Union Nationale où siègent certains représentants de la Coalition Séléka, le climat politique reste profondément marqué par les préalables liés au processus de cantonnement des combattants.

La coalition décrit le choix unilatérale des différents sites notamment: Kaga-Bandoro, Bria et N'délé, menace de reprendre les hostilités, plongeant la population dans une peur permanente. Les dernières attaques perpétrées par une faction de la coalition contre les forces régulières à Mobaye, traduisent les désaccords et le début d'une possible division au sein de la Seleka. Ce climat d'incertitude porte à nouveau un coup aux efforts déployés par certains acteurs humanitaires en faveur des personnes affectées.

Aussi, la présence des forces de la Seleka sur les principaux axes continue d'avoir un impact considérable sur les conditions d'accès aux populations dans les zones occupées. La communauté humanitaire exprime ses préoccupations relatives aux garanties sécuritaires essentielles pour faciliter l'aide aux personnes affectées et la protection des populations civiles. Le processus de cantonnement des combattants suscite à nouveau d'autres problématiques liées au contrôle des troupes et à une éventuelle recrudescence d'exactions sur la population vivant sur les sites retenus.

L'absence d'un retour définitif à la stabilité continuera d'altérer les efforts de certains acteurs humanitaires et aggraver la vulnérabilité des populations affectées. Alors que l'attention reste focalisée sur les régions occupée par la Seleka, dans le sud-est du pays on assiste à une recrudescence d'exactions commises par les éléments de la LRA sur les civils (attaques sur certains villages, prends d'otage, etc.). Une nouvelle dégradation des conditions humanitaires des populations dans les zones occupées par les différents groupes armés est appréhendée.

Une certaine inquiétude quant à la stabilité du processus de paix

Le cantonnement de la coalition Seleka, qui devait débuter le 24 février, a été reporté à une date ultérieure. Les régions de Bria (sud-est) et de Kaga-Bandoro (centre-nord) sont les premières concernées par ce cantonnement qui devait permettre la libre circulation des personnes. Ces troupes étaient censées se retirer vers trois villes: Bria, Kaga-Bandoro et Ndélé (centre-nord). Le report de ce cantonnement s'explique par la dénonciation de la coalition du non-respect des points contenus dans l'accord de paix signé à Libreville le 11 janvier 2013 à savoir: la libération des prisonniers et le départ des troupes étrangères. Le Gouvernement a quant à lui invoqué des problèmes techniques.

Suite à cette dénonciation publiée le 24 février, les Nations Unies ont suspendu temporairement leurs missions sur le terrain en dehors de la capitale.

Près de deux mois après la signature des accords de cessez-le-feu de Libreville, la Seleka occupe toujours sept localités réparties entre le nord, le centre et l'est de la RCA: Alindao, Bambari, Bria, Kaga-Bandoro, Ndélé, et Sam-Ouandja et Sibut.

Une certaine inquiétude a été alimentée à Bangui quant à la stabilité du processus par des déclarations faite par un des chefs militaires de la coalition Seleka,

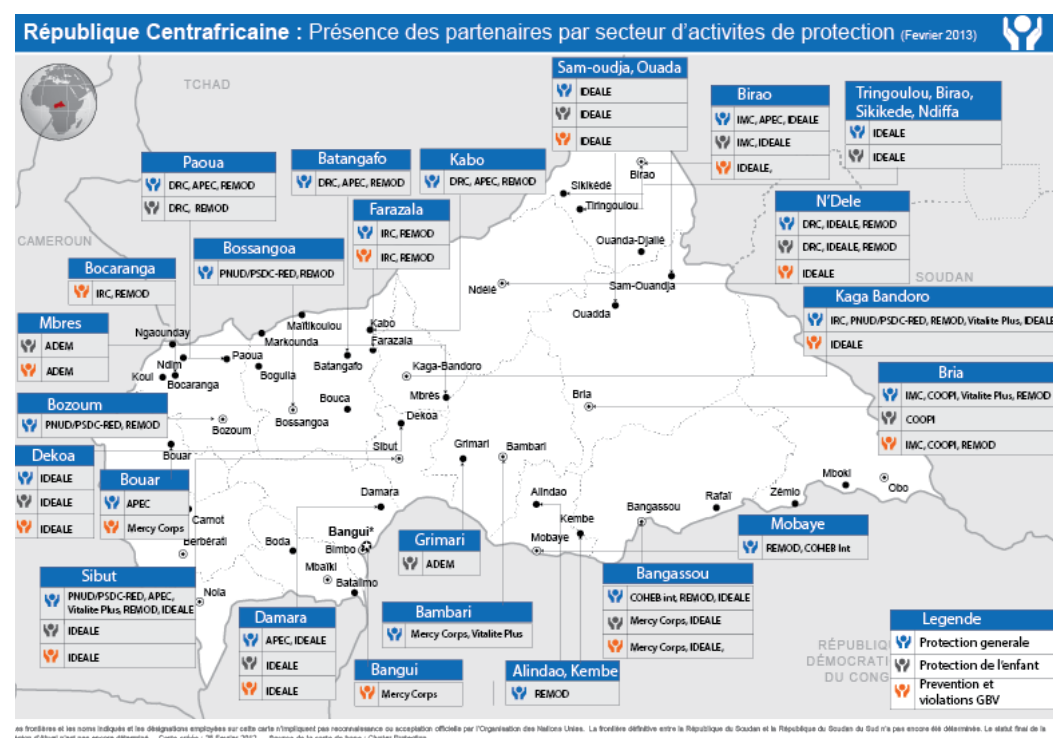
L'accès des humanitaires aux populations, encore des efforts à faire

Bien que les restrictions de mouvements soient relativement moins importantes pour la plupart des humanitaires en RCA, il y'a eu une augmentation d'incidents sécuritaires à leur égard, affectant l'accès aux populations, ce qui à long terme aura des conséquences désavantageuses pour les personnes affectées.

Les perspectives pour l'accès humanitaire sont volatiles car les récents progrès politiques restent fragiles. La reprise des hostilités dans l'avenir dans les zones actuellement pacifiques n'est pas à exclure et cela pourrait bien entraver ou empêcher l'accès humanitaire.

La coopération espérée entre le gouvernement et la coalition Seleka pour contrer le manque de sécurité est peu effectif. À court terme, aucune amélioration significative de cet état de choses n'est envisageable.

La protection des populations: une priorité pour les humanitaires



L'insécurité pousse des milliers de personnes à se réfugier dans la brousse

Depuis le 10 décembre, début de l'attaque armée perpétrée par la coalition Séléka, les populations vivent dans la peur et l'insécurité. Les attaques sur les populations civiles et sur les acteurs humanitaires, la présence de la Séléka et d'autres éléments armés ainsi

que les pillages ont poussé quelques 173 250 personnes à se réfugier dans des zones plus sécurisées notamment dans la brousse.

Selon des évaluations conduites du 14 janvier au 20 février 2013 par le groupe sectoriel (cluster) protection dans neuf villes affectées (Bria, Damara, Ndélé, Kaga-Bandoro, Kembé, Batangafo, Bambari, Alindao et Kabo), il existe un niveau élevé de méfiance au sein des communautés ainsi que des conflits ou des risques de conflits intercommunautaires.

Des cas de violences sexuelles basées sur le genre ont également été relevés lors de l'évaluation conduites par le cluster Protection.

Ainsi, d'une manière générale à la question posée aux communautés sur les types de violences les plus fréquentes, voici les réponses dans le tableau ci-dessous:

TYPE D'AGRESSIONS	% DE REPONSES
Agressions physiques	23,7%
Maltraitances psychologiques ou émotionnelles	23,3%
Viols	19,1%
Agressions sexuelles	17,8%
Mariages forcés	8,5%
Déni de ressources, d'opportunité ou de services	7,6%

Les résultats des évaluations mentionnés ci-dessous reflètent des tendances générales telles qu'exprimées par les communautés; ils ne constituent pas une analyse issue d'un suivi de protection ou protection monitoring dans les localités où les évaluations rapides ont été conduites.

Près de 166 000 enfants sont privés d'éducation en zone Seleka

Les enfants durement touchés par la crise actuelle

Depuis le début de la crise Séléka, plusieurs milliers d'enfants n'ont plus accès à la scolarisation, aux soins de santé, à une nourriture adéquate et à la protection de leurs droits. Des cas de viols et autres violences sexuelles sur des enfants ont été enregistrés dans plusieurs zones. De plus, des enfants sont aujourd'hui recrutés par les groupes armés. Dans la zone Séléka, toutes les écoles sont actuellement fermées privant ainsi près de 166 000 enfants d'éducation.

Les habitants de la ville de Kabo de nouveau hantés par la peur

Des rumeurs faisant état d'une éventuelle incursion des Forces Armées Centrafricaines (FACA) dans la ville de Kabo (nord-ouest), a semé une panique générale au sein de la population qui a décidé de quitter la ville. Ainsi, le 17 février, plusieurs quartiers de la ville se sont vidés de leurs habitants. Certaines personnes ont fui en direction de Kaga-Bandoro (centre-nord) et d'autres vers Batangafo (nord-ouest).

Lors d'une mission inter agence d'évaluation rapide des besoins en sécurité alimentaire, à Kabo, la population avait clairement indiqué qu'elle se rendrait au Tchad pour se réfugier si cela était nécessaire.

Un renfort militaire dont deux camions militaires et 1 véhicule pick up 4x4 en provenance de Bossangoa (nord-ouest) a augmenté le nombre de soldats de la ville. Ce renforcement du nombre d'effectifs des FACA fait suite aux rumeurs de la présence d'éléments armés non identifiés aux environs de la ville de Bossangoa (nord-ouest).

Situation alimentaire incertaine dans les zones occupées par la Séléka

Plus de 80,000 personnes à risque d'insécurité alimentaire sévère

La crise politico-militaire actuelle pourrait provoquer une crise alimentaire dans les régions touchées, selon une récente évaluation conjointe sur la sécurité alimentaire. Sur la base de cette évaluation, le Programme Alimentaire Mondiale (PAM) estime que quelques 80 538 personnes, dans la zone Séléka, pourraient être affectées par une insécurité alimentaire grave pendant la période de soudure. Depuis le début de la crise en décembre 2012, les échanges commerciaux entre la zone Séléka et le reste du pays sont quasiment interrompus, paralysant le commerce vivrier et causant une hausse des prix. Le coût du panier alimentaire a augmenté de 40% dans la zone contrôlée par les FACA, alors que certaines zones dans la partie Séléka expérimentent des difficultés alimentaires exacerbées par des hausses de prix importantes.

La situation alimentaire, déjà fragilisée par les crises antérieures et les variations climatiques, reste davantage précaire au regard de l'importance des zones de production touchées et des dégâts enregistrés et l'impact des affrontements. Les préfectures directement concernées sont: Ouaka, Kemo, Nana-gribizi, Ouham, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Ombella Mpoko, et le Mbomou. Ces préfectures sont connues normalement pour leur contribution à plus de 53 pour cent de la production agricole nationale.

Si aucune action urgente n'est prise, le risque d'insécurité alimentaire, c'est-à-dire avant le démarrage de la prochaine campagne vivrière (avril-mai) sera réel.

L'insécurité aggrave la situation alimentaire déjà difficile des ménages

Les pillages des stocks alimentaires, des stocks de semences et du bétail ont réduit les capacités de production des ménages. L'insécurité généralisée empêche les paysans de se rendre dans leurs champs, alors qu'avec l'arrivée imminente de la saison des pluies, le défrichage des terres aurait dû démarrer. Dans la zone Séléka, la collecte du coton, véritable manne de la zone nord, n'a pas encore démarré, privant ainsi des milliers de producteurs de leur principale source de revenu.

Détérioration de la malnutrition dans les zones affectées et à Bangui

Plusieurs centres de nutrition sont fermés ou ne fonctionnent pas normalement dans la zone Séléka. Cette situation combinée à une sécurité alimentaire incertaine pourrait aggraver la situation nutritionnelle des populations. L'UNICEF a d'ailleurs estimé qu'entre mars et décembre 2013 près de 13 500 enfants de moins de 5 ans dans la zone Séléka pourraient souffrir de Malnutrition aigüe sévère et 44 000 autres de Malnutrition aigüe modérée. Le manioc occupe en moyenne 40 % des superficies cultivées en RCA et il constitue la base du régime alimentaire des foyers. L'alimentation, trop peu diversifiée génère des déséquilibres importants, notamment chez les enfants.

En 2012, plus de 16 000 enfants ont été dépistés à Bangui dans le cadre des programmes appuyés par ACF. Plus de 5700 ont été pris en charge en traitement ambulatoire ou hospitalier dans les structures qu'elle soutient. En dépit de l'instabilité début 2013, ACF a tenu à maintenir ses programmes de nutrition dans la capitale, où plus de 500 enfants étaient traités.

Plus de 29 000 réfugiés centrafricains ont besoin d'assistance humanitaire

Selon une mission conjointe d'évaluation conduite du 15 au 22 février par les partenaires en République Démocratique du Congo (RDC), près de 21 000 réfugiés centrafricains se trouvent à Mobayi-Mbongo et ses environs au nord-ouest de l'Equateur.

Des cas de malnutrition aigüe sévère sont signalés chez une centaine d'enfants.

Ces réfugiés n'ont pas accès à l'eau potable et la rivière Ubangi est leur unique source d'approvisionnement en eau, alors qu'elle est vectrice de maladie hydrique. Ces centrafricains ont également un besoin crucial en vivres. A cet effet, des cas de malnutrition aigüe sévère sont signalés chez une centaine d'enfants.

Sur le plan sanitaire, plusieurs maladies sont enregistrées: le paludisme, les filarioses, les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires aigües. Des besoins sont également exprimés en termes de biens non alimentaires tels que les vêtements, couvertures et ustensiles de cuisines.

Une assistance humanitaire urgente s'impose pour venir à bout des conditions de vie de ces réfugiés.

Financement

Le CAP 2013 pour la RCA peu financé: 1%

Faiblement financés à hauteur de 1%, les besoins requis dans le CAP 2013 vont connaître inévitablement une augmentation à cause des nouveaux besoins créés par la crise actuelle.

Les groupes sectoriels (clusters) sont entrain de revoir leurs plans de réponse sectoriels afin de réorienter leurs stratégies d'intervention. Cet exercice s'avère essentiel car il permettra de cibler les actions urgentes à mener à l'endroit des populations les plus affectées.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Amy Martin, Cheffe de bureau, martin23@un.org, Tél. (+236) 70 55 41 41

Gisèle Willybiro-Maidou, Assistante à l'information, willybiro@un.org, Tél. (+236) 70 18 80 61

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur [site du bureau de pays](#) | www.unocha.org | www.reliefweb.int